

Semaine du 15 mai au 19 mai 2023

REUNION – Visite de la Première ministre à la Réunion du 11 au 13 mai

La semaine dernière, la Première ministre Elisabeth Borne s'est rendue à la Réunion pour une durée de trois jours. Pour ce voyage, la Première ministre était accompagnée par quatre de ses ministres : le ministre délégué chargé des Outre-mer Jean-François Carenco, mais aussi Marc Fesneau, le ministre de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire, Olivier Klein, le ministre délégué à la Ville et au Logement et enfin Christophe Béchu, le ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires de France.

Lors de sa première journée, la Première ministre s'est notamment rendue au cirque de Salazie où le projet MREN (*Mobilisation des Ressources en Eau des micro-Régions Est et Nord*) lui a été présenté. Grâce à lui, ce sont 30 millions de m³ d'eau supplémentaires par an qui seront apportés à la fois pour les agriculteurs, les industriels et les habitants. Elle en a profité pour annoncer au président du Conseil départemental, Cyrille Melchior, une aide d'Etat de 30 millions d'Euros au projet.

La Première ministre a également rencontré Huguette Bello, Présidente du Conseil Régional de la Réunion. Lors de cet entretien, Madame Borne a annoncé une aide de 60 millions d'euros afin de soutenir les projets de deux lycées de l'île.

A l'occasion d'un entretien avec une chaîne locale, la Première ministre a affirmé qu'à l'île de la Réunion, comme en France métropolitaine, les mesures de lutte contre l'inflation devraient permettre une baisse des prix pour le second semestre et a réaffirmé le soutien du Gouvernement afin de mener des études permettant de fluidifier la circulation sur l'île.

La deuxième journée était principalement dédiée à l'agriculture. Réaffirmant la volonté de l'Etat de soutenir la « souveraineté alimentaire » dans les territoires d'Outre-mer, la Première ministre a annoncé une aide de 10 millions d'euros à la filière fruits et légumes en Outre-mer.

Quant aux enjeux liés aux normes concernant l'utilisation des produits phytosanitaires, Elisabeth Borne a évoqué l'élaboration d'un « plan éco-phytos 2030 » pour anticiper et partager aux agriculteurs les évolutions en matière d'interdiction de molécules phytosanitaires.

Enfin, lors de la troisième et dernière journée, la Première ministre s'est rendue au sommet du Maito, pour y rappeler la volonté du gouvernement de préserver la biodiversité notamment en participant activement à la lutte contre le risque incendie auquel est confrontée cette zone de l'île.

Sénat - Table ronde sur les politiques européennes dans les Outre-mer

Le 10 mai 2023, une table ronde commune à la Commission des Affaires Européennes et à la Délégation Sénatoriale aux Outre-mer s'est tenue au Sénat. Cet événement a été l'occasion pour les sénateurs d'échanger avec les membres de la Commission européenne sur les programmes et politiques européens déployés en Outre-mer. Ces discussions ont notamment permis d'affirmer la nécessité d'adapter les normes européennes aux réalités des Régions ultrapériphériques (RUP).

Le Président de la Commission aux Affaires Européennes du Sénat, Jean-François Rupin (LR-Pas-de-Calais) a rappelé que depuis février dernier, les entreprises ultrapériphériques françaises qui supportent des surcoûts liés aux défis structurels peuvent bénéficier d'un régime d'aides d'Etat de 3 milliards d'euros jusqu'en 2027.

Le sénateur Stéphane Artano (RDSE, Saint-Pierre-et-Miquelon), Président de la délégation sénatoriale aux Outre-mer a, quant à lui, précisé qu'en 2020, un rapport relatif aux enjeux financiers et fiscaux avait été adopté par le Sénat. Cette réunion s'inscrit dans le cadre du suivi de ce rapport ainsi que dans la perspective d'une meilleure prise en compte des sujets d'actualité en lien avec l'Union européenne et ses régions ultrapériphériques.

Stéphane Artano a également exprimé la volonté du Sénat de faire de l'économie circulaire un des champs prioritaires d'adaptation des normes et des aides européennes dans les régions ultrapériphériques.

Il a également insisté sur l'importance de la revalorisation des enveloppes communautaires allouées à l'agriculture ultramarine notamment par le biais du POSEI. Concernant les aides européennes à l'investissement (FEADER et FEDER), le sénateur Stéphane Artano a demandé une simplification des procédures pour permettre la relance des productions.

L'usage des nouvelles techniques génomiques a aussi été abordé comme une piste permettant de répondre aux problématiques phytosanitaires spécifiques aux RUP françaises, notamment celle de la cercosporiose noire qui progresse de façon exponentielle et qui a causé la chute des tonnages récoltés en banane dans les Antilles depuis une dizaine d'années.

Enfin, le Président de la délégation sénatoriale aux Outre-mer a indiqué que l'aide au renouvellement des flottes de pêche, bien qu'autorisée en 2022 par la Commission européenne, n'était toujours pas opérationnelle.

En réaction aux propos des sénateurs, Monica Hencsey, Directrice au sein de la Direction Générale de la Politique régionale et urbaine (DG Regio) a annoncé que la Commissaire à la Cohésion et aux réformes Elisa Ferreira lancerait une concertation bilatérale avec chaque région dès l'automne 2023, durant la conférence des RUP. Cette dernière permettra une consultation sur l'avenir de la politique de cohésion sous le format d'un groupe de réflexion.

Frédéric Maier, chargé de la coopération avec la Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, la Polynésie Française et Saint-Pierre-et-Miquelon, à la Direction générale Partenariats internationaux de la Commission européenne, a annoncé qu'une enveloppe pour la coopération intrarégionale a été attribuée en faveur de ces territoires, pour la première fois.

Vous pouvez visionner le replay de la table ronde en cliquant [ici](#).

NGT – Le soutien de 20 organisations de l'UE à la proposition de la Commission européenne sur les nouvelles techniques génomiques

Le mercredi 10 mai, vingt organisations européennes représentant la chaîne de valeur agroalimentaire ont adressé une lettre à la Commission européenne pour exprimer leur soutien à la proposition sur les nouvelles techniques génomiques (NGT) prévue fin juin.

Même si la Commission avait laissé entendre qu'elle adopterait cette proposition le 7 juin, il est plus probable qu'elle soit adoptée le 21 juin au plus tôt.

Ces organisations, notamment MAIZ'EUROP' (Maïs), l'Association européenne des fabricants de sucre (CEFS) ou encore Euroseed, demandent un cadre réglementaire favorable et proportionné pour l'utilisation de ces techniques. Elles soutiennent la transparence et la liberté de choix des agriculteurs grâce à des registres publics fournissant des informations sur toutes les variétés obtenues par les NGT, tels que les listes nationales de variétés et les catalogues communs européens.

Elles estiment que les produits végétaux NGT qui auraient pu être produits par des méthodes conventionnelles ou qui existent naturellement devraient être traités de la même manière

que les variétés conventionnelles pour éviter toute discrimination réglementaire envers des produits similaires.

Selon ces organisations, la Commission européenne ne devrait pas imposer d'obligations de traçabilité, d'étiquetage ou de mesures de coexistence. Elles soulignent l'importance de cette position dans le contexte mondial.

Retrouvez la lettre [ici](#).

AGENDA DE LA SEMAINE

Semaine du 15 mai au 19 mai 2023

Lundi 15 mai 2023

Conseil de l'UE

- Réunion du Comité spécial agriculture (CSA) au sujet notamment d'une information de la délégation polonaise sur la relation entre le règlement relatif à l'usage durable des pesticides (SUR) et la Politique agricole commune, à partir de 10h
- Réunion du groupe de travail sur l'environnement avec au programme l'examen de la proposition de la Commission sur les absorptions de carbone, 10 h

Mardi 16 mai 2023

Conseil de l'UE

- Réunion du groupe de travail sur l'environnement au sujet du règlement relatif à la restauration de la nature, 9h30

Mercredi 17 mai 2023

Conseil de l'UE

- Réunion des ambassadeurs adjoints de l'UE, examen de l'accord en trilogue sur la directive énergies renouvelables, Bruxelles, 10h

Jeudi 18 mai 2023

/

Vendredi 19 mai 2023

/